

SOMMAIRE

Mobilisations...

... Nécessaires

GAIA : Aïe Ouille !

SIP Borde : Où est le plan B ?!

« La crise c'est toujours eux, la solution c'est toujours nous ! »

Construisons ensemble les mobilisations nécessaires !

L'été se finit mais sûrement pas en pente douce. Période d'un repos bien mérité, il aura surtout été marqué par l'aggravation des conditions de vie des salariés, confrontés aux plans sociaux, à la baisse du pouvoir d'achat et plus généralement aux conséquences des réformes et politiques menées de concert par le gouvernement et le patronat.

En cet été 2009, l'extension du travail du dimanche, la volonté de remettre en cause les droits des femmes en matière de retraite sont emblématiques des orientations régressives mises en œuvre.

Et dans la vraie vie, l'impossibilité de partir en vacances ou l'obligation de les écourter pour un nombre croissant de français sont des signes particulièrement révélateurs des difficultés financières auxquelles ils sont confrontés.

Il y a un an, le système bancaire menaçait de s'effondrer, Les pouvoirs publics ont puisé des centaines de milliards dans les fonds publics pour le renflouer. Ce plan de sauvetage, tout particulièrement en France, a délibérément laissé de côté les attentes des salariés.

Pour quels résultats ?

► **Des emplois détruits** par centaines de milliers, plongeant des familles dans le chômage ou dans l'incertitude et portant un coup sérieux au potentiel industriel du pays ;

► **Des salaires en berne**, provoquant une smicardisation du salariat dans une logique de dévalorisation du travail ;

► Un accroissement sans précédent de **la dette publique**, que la politique fiscale actuelle veut faire payer aux salariés soit sur leurs revenus, soit par des taxes nouvelles (taxe carbone) et par la dégradation des services publics ;

► Une **protection sociale** constamment menacée d'étranglement financier ; causé en partie par les exemptions de cotisations sociales patronales sans contreparties (20 milliards d'€).

► Et des groupes multinationaux affichant toujours un niveau élevé de **profits** et une insolente distribution de **dividendes** aux actionnaires, un traitement bien clément qui se dessine pour de riches contribuables français soupçonnés d'avoir des comptes non déclarés

en Suisse pour un montant de 3 milliards d'Euros, sans parler des faramineux **bonus** réservés par les banques à leurs traders.

La Fonction publique est une cible essentielle dans la logique de destruction massive des acquis et des solidarités sociales.

Missions, emplois continuent à passer à la moulinette de la réduction des coûts au détriment des intérêts du pays, des citoyens et des personnels. Les droits et garanties statutaires des fonctionnaires, garants de l'égalité de traitement des citoyens sont de plus en plus mis en cause, ouvrant la voie à une précarisation toujours plus grande des emplois et au clientélisme.

Ainsi, le vote en début d'été de **la loi sur la mobilité** qui permet le recours à l'intérim et le licenciement de fonctionnaires en est une sinistre illustration qui ne saurait pour autant mettre un terme au nécessaire développement des luttes pour gagner son abrogation.

La création de la DGFIP obéit évidemment aux mêmes logiques. L'emploi continue à y être une cible privilégiée qui n'a d'égale que la

surdité de l'administration face aux conséquences de ces choix sur les conditions de vie et de travail des agents. Le refus d'une véritable reconnaissance de nos qualifications est un autre volet révélateur du mépris dans lequel nous tient le gouvernement.

La colère des agents de la DGFIP comme celle de l'ensemble des salariés n'a pas fondu comme neige au soleil de l'été.

Par milliers, dans l'unité syndicale, les salariés ont su se rassembler dans l'action au 1er semestre afin de faire valoir leurs revendications.

Des luttes au cours de l'été se sont poursuivies dans des entreprises.

Dans notre département ce sont les « Légré-Mante » à Marseille qui veulent garder leur usine et leur emploi, ce sont les métallos de la réparation navale (UNM) sur le port de

Marseille qui occupent toujours leur chantier avec maintenant la perspective d'une reprise de l'activité, ceux de TIMBEC de Tarascon, ceux des papeteries Etienne à Arles qui ne veulent pas être sacrifiés pour les actionnaires, les postiers qui luttent pour le maintien des emplois et contre la privatisation.

Il nous faut créer au plus vite les conditions d'un nouveau développement des luttes qui contraignent patronat et gouvernement à de véritables négociations sur les revendications.

Cela appelle à la fois l'ancrage des actions dans les secteurs professionnels, la convergence des luttes et une plus grande syndicalisation des salariés.

En cette rentrée, c'est à ces tâches que vont s'atteler avec la plus grande détermination la CGT dans son ensemble et la CGT Impôts-Trésor à la DGFIP.

RECouvreMENT IMPOT G A I A..Ë AÏE AÏE AÏE Ouille !

Les retours de vacances sont souvent difficiles (pour ceux qui sont partis)... mais dans nos services, pas question d'itinéraire « bis », et les conseils de « bison futé » sont plutôt ceux de bison **caramélisé**, tellement il a dû rester au soleil...

Rush des échéances de recouvrement, paiement de la PPE, demandes de délais, réclamations... Allez Zou ! Relevons les défis du dernier trimestre.

Les avis d'imposition reçus, nous accueillons un nombre de plus en plus important de contribuables en difficulté, victimes d'un système économique... qui ne prête qu'aux riches.

Alors nous étudions la demande de délais de paiement... les conditions sont réunies, nous accordons un échéancier. Le plus difficile semble alors être fait, mais il nous faut encore affronter « **SISPEO** ».

Et on saisit une première fois... **BEUGUE** ! une seconde fois ? Re-beugue. Allez à la troisième ça va marcher... enfin cela dépend de l'humeur de l'application qui n'aime pas la surchauffe.

Et pendant ce temps là, le temps ne suspend pas son vol... La file au guichet s'est allongée.

Et le taux de recouvrement ? Et la statistique sur l'accueil inter-trésoreries ? et attention à PVFI !...

L'äoli a du mal à prendre, tentons de le rattraper... Ajoutons à cette rentrée un peu (beaucoup ? !) de crédit d'impôt exceptionnel ! Vite, vite, étalons le solde pour ceux qui ont « bénéficié » à tort de la mesure sans jamais rien demander ! Et tant pis pour ceux qui n'ont au final qu'un petit crédit d'impôt, bien inférieur à celui que nos services ont anticipé et qui se retrouvent avec 5 mensualités prélevées d'un seul coup en septembre !

Dans sa grande sagesse, l'administration nous explique qu'il ne faut pas exagérer ! Un même contribuable ne peut pas à la fois bénéficier de l'étalement du solde et du crédit d'impôt (Sic !). Sauf que le pauvre contribuable, lui, il n'a jamais rien demandé !!!!!

Et pendant ce temps là... Ou en est-on de l'objectif du taux de recouvrement ? Avez-vous rempli la statistique sur l'accueil inter-trésoreries ? Etes-vous bon sur PVFI ?

Mais c'est pas tout !

Vite une idée ! L'äoli s'étant escafaillé, rajoutons un piment (? !)...



Et voici le petit avorton du SIP en déroute, le Guichet Fiscal Unifié et son outil GAIA, ouvert le 1^{er} septembre.

Plus question de se renvoyer les contribuables entre services, nous allons nous renvoyer leurs démarches.

Il suffit de tout saisir dans les nouvelles applications. C'est simple, ça fonctionne presque comme la simulation et surtout ce n'est pas aussi long qu'il y paraît. La notion du temps c'est somme toute très subjectif. Les formations ont eu lieu en juin, début juillet et fin août pour le Trésor et sont en cours pour les Impôts.

Mais tout baigne, la file d'attente derrière nos guichets s'allonge encore un peu plus.

Et pendant ce temps là...

Où en est-on de l'objectif du taux de recouvrement ? Avez-vous rempli la statistique sur l'accueil inter-trésoreries ? Etes-vous bon sur PVFI ?

Le bénéfice des congés ? il a fondu comme un bas de laine Madoff.

Vous en avez marre, vous êtes fatigués, dégoûtés, mal notés, mal payés, et pour certains... toujours pas mutés !

**Objectif : lever la tête !
Statistiques : poser le stylo !**

SIP Borde- Prado

« L'arbitre » de la M.R.U. a sifflé : le TPG et le DSF sont hors-jeu !

Suite à la rencontre du 28 juillet ([voir compte rendu sur notre site](http://www.tresor.cgt.fr/13) www.tresor.cgt.fr/13) relative à la mise en place des Sip de la rue Borde, la CGT a saisi la DGFIP et la Mission Relation Usagers (MRU) face au "fiasco annoncé".

Le 26 août au matin, Mme Brigant, administrateur civil et Chef de la Mission Relation Usager, est venue spécialement à Marseille pour rencontrer les directions et participer à une réunion « informelle » avec les organisations syndicales représentatives du personnel. (CGT, SNUI-sud et FO)

La Chef de la MRU s'est présentée comme « arbitre »...

Mais arbitre entre qui et qui ?

Arbitre entre le TPG et le DSF ?

Arbitre entre les ergonomes et les directions locales ?

Arbitre entre les directions locales et les syndicats ?

Au final, il semble que concernant les projets de SIP 1^{er}, 5/6^{ème} et 8^{ème}, les directions locales

soient « hors-jeu » voire encore plus simplement, sur la touche !

En effet, la MRU a pris la main.

La chef de la MRU avec l'ergonome du ministère ont été les « interlocuteurs uniques » des syndicats pendant cette rencontre « informelle » ; **ni le TPG, ni le (nouveau !) DSF n'ont eu voix au chapitre.**

Sous la pression des organisations syndicales – et particulièrement celle de la CGT qui a dénoncé, éléments à l'appui, les errements des directions locales sur ce dossier – le projet de SIP Borde tel qu'élaboré par la DSF et la TG a tellement pris de la gîte... qu'on aurait dit le Pitalugue. La centrale est donc montée à bord pour écopier.

Pour la Chef de la M.R.U., il est peu probable que les SIP Borde soient en place au 1^{er} décembre 2009 ; **"le 1^{er} décembre n'est pas une date idéologique"** a-t-elle souligné.

Etonnante affirmation ! Cette date était tellement claironnée par nos administrations locales que certains se voyaient déjà couronnés

le « 2 » décembre au lendemain de l'inauguration du SIP...

Le discours aurait commencé par : « nous l'avons fait »...

Et bien les SIP Borde et leur accueil unique pour le public, ce n'est pas encore fait.

Hétérogénéité ou densité de la « masse »

Mme Brigant a débuté la réunion en précisant l'aspect particulier des SIP 1;5/6 et 8 et "l'hétérogénéité des contribuables".

Sur l'hétérogénéité des contribuables, la CGT a répondu que nos collègues des Trésoreries et des CDI savaient la gérer ! C'est notre lot quotidien !

Nous avons affirmé que le problème ce n'était pas l'hétérogénéité des contribuables ! Le problème ce sont **les flux de fréquentation, c'est à dire la masse et la densification de cette masse par les choix de la DGFIP de créer un point d'entrée unique pour quatre arrondissements de Marseille.**

Seule la CGT Impôts Trésor a indiqué que cette doctrine d'un point d'entrée unique pour les SIP de Borde était une aberration, et qu'une aberration, c'est tout sauf inéluctable !

Nous avons rappelé les particularités du « tissu fiscal » en prenant comme exemple le 1^{er} arrondissement de Marseille, où 50% des foyers fiscaux ont un revenu fiscal de référence inférieur à 9400 euros/an, un 1^{er} ardt où il est « *moins pire d'être un retraité pauvre qu'un jeune travailleur pauvre* »...

A cela, les « techniciens » de l'administration n'ont rien à opposer.

Et la CGT de rappeler, qu'une MRU charger de la norme de mise en place des SIP au plan national doit prendre en compte cette réalité.

In vivo, la période PPE suffit déjà à l'illustrer en attendant le rush des échéances. La Chef de la MRU a reconnu l'aspect particulier du tissu fiscal Marseillais, sous entendu y compris des flux de fréquentation des services.

La CGT a rappelé son exigence d'un cahier des charges ergonomique avec étude de faisabilité pour les Sip de Borde et leur accueil transversal unique. cela a été pris en compte par la MRU.

La CGT est également intervenue sur les questions suivantes :

- **l'avenir du site de Ste Anne, et bien sûr sur les projets d'implanter les SIP 7/9/10 sur l'HDF Prado Borde. Réponse dans les semaines qui viennent de la Direction Générale et confirmation de la réflexion avancée sur la vente.**
- **la fusion CDI-CDIF, ces restructurations à venir sont prises en compte par l'ergonome.**
- **Intervention CGT sur le devenir des services de directions et l'implantation de la DRU sur Prado Borde ?** La MRU botte en touche: la DG ne s'attendait pas à cette question, s'engage à répondre rapidement.

Evidemment, ces restructurations « futures » envisagées par notre administration ne sont pas sans conséquence sur les projets de restructurations immédiates sur le site et bien sûr, sur les services déjà implantés dans le périmètre (amendes, ...).

La CGT IMPOT TRESOR, comme à la précédente réunion, a animé l'essentiel du

débat, du non respect du code des marchés publics et des clauses techniques jusqu'à l'aberration de constituer un SIP avec accueil transversal pour 4 arrondissements de Marseille.

Les organisations syndicales ont informé la Chef de la MRU de **l'absence de dialogue social** et la difficulté pour obtenir les documents qui concernent l'avenir des services et les lieux et conditions de travail de tous les agents.

La MRU s'engage à fournir un rétro-planning, à veiller à la diffusion des infos des directions locales aux représentants du personnel.

Mme Brigant suivant désormais personnellement le dossier Borde Prado... les études d'ergonomie vont recommencer...

Intervention de la CGT également sur **La Ciotat** et engagement de transparence aussi sur le dossier.

Au final et en attendant la suite... c'est un désaveu total du TPG et du DSF, une victoire due à la pertinence des arguments de la CGT Impôts Trésor.

Nous aurions encore pu vous parler de la Trésorerie de **Barbentane**, gérée pendant 3 semaines par 2 agents de l'équipe de renfort, **d'agents qui ont failli ne pas partir en stage de préparation au concours de contrôleur** pour « raison de service » mais nous n'avons plus de place... **Syndiquez- vous !**